

REGION WALLONNE

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 21 mars 2002 portant assentiment au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ainsi qu'aux Annexes A et B, faits à Kyoto le 11 décembre 1997 ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ;

Vu la directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Vu le Livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Rq

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA ;

Vu le « *Cadre de Référence pour l'implantation d'éoliennes en Wallonie* », approuvé par le Gouvernement wallon le 18 juin 2002, fixant les orientations stratégiques du Gouvernement régional en matière de développement de projets éoliens ;

Vu la circulaire GDF-03 du SPF - Mobilité et Transports, relative au balisage des obstacles aériens ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu l'étude d'incidences sur l'environnement jointe au dossier de demande ;

Vu la demande introduite, en date du 27 octobre 2011, par laquelle la S.A. ELECTRABEL, boulevard Simon Bolivar n° 34 à 1000 BRUXELLES, sollicite un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 9 éoliennes dans un établissement situé rue d'Otreppe à 5380 FERNELMONT ;

Vu les pièces établissant que la demande a reçu la publicité voulue ;

Considérant que, en application de l'article D.29-13, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'environnement, l'enquête publique sur le territoire de la commune de BURDINNE a été suspendue du 24 décembre au 1^{er} janvier inclus, induisant de ce fait une prolongation des délais de 9 jours pour la remise des avis des instances consultées et pour l'envoi du rapport de synthèse ;

Considérant que, en application de l'article D.29-13, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'environnement, l'enquête publique sur le territoire de la commune de HERON a été suspendue du 24 décembre au 1^{er} janvier inclus, induisant de ce fait une prolongation des délais de 9 jours pour la remise des avis des instances consultées et pour l'envoi du rapport de synthèse ;

Rxj

Considérant que, en application de l'article D.29-13, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'environnement, l'enquête publique sur le territoire de la commune de WASSEIGES a été suspendue du 24 décembre au 1^{er} janvier inclus, induisant de ce fait une prolongation des délais de 9 jours pour la remise des avis des instances consultées et pour l'envoi du rapport de synthèse ;

Considérant que, en application de l'article D.29-13, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'environnement, l'enquête publique sur le territoire de la commune de FERNELMONT a été suspendue du 24 décembre au 1^{er} janvier inclus, induisant de ce fait une prolongation des délais de 9 jours pour la remise des avis des instances consultées et pour l'envoi du rapport de synthèse ;

Considérant que la neutralisation globale des enquêtes publiques a par conséquent été de 9 jours ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique ayant eu lieu sur le territoire de la commune de FERNELMONT, du 13 décembre 2011 au 20 janvier 2012 inclus, laquelle a donné lieu à plusieurs objections ou observations, écrites ou orales ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique ayant eu lieu sur le territoire de la commune de BURDINNE, du 13 décembre 2011 au 20 janvier 2012 inclus, laquelle a donné lieu à plusieurs objections ou observations, écrites ou orales ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique ayant eu lieu sur le territoire de la commune de HERON, du 13 décembre 2011 au 20 janvier 2012 inclus, laquelle a donné lieu à plusieurs objections ou observations, écrites ou orales ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique ayant eu lieu sur le territoire de la commune de WASSEIGES, du 13 décembre 2011 au 20 janvier 2012 inclus, laquelle a donné lieu à plusieurs objections ou observations, écrites ou orales ;

Vu la synthèse globale de toutes les objections et observations écrites et orales formulées au cours des 4 enquêtes publiques portant sur :

- le fait que c'est le même bureau d'étude paysagère qui réalise les études du demandeur ;
- le fait que c'est le même organisme qui réalise toutes les études d'incidences du demandeur ;
- l'étude d'incidences n'a à aucun moment demandé ou tenu compte de l'avis ou de l'expertise des habitants ni de l'avis des experts travaillant ou ayant travaillé pour le Parc Naturel ;
- l'étude d'incidences admet la sensibilité paysagère du site projeté ;
- l'étude d'incidences montre clairement le dépassement des limites, en matière de nuisances sonores, mentionnées dans la législation wallonne en période nocturne ;
- l'étude d'incidences environnementales nie totalement l'impact réel du projet sur la raison d'être des parcs naturels et sur le sens de la volonté de leur création ;
- le fait qu'aucune mesure de précaution relative à la protection des rapaces n'est prévue dans l'étude d'incidences ;
- les nuisances visuelles dont la notion est intégrée dans le CWATUPE et dont l'étude d'incidence ne fait pas la preuve que ces dispositions ont été respectées ;
- les anomalies graves et conséquentes relevées dans l'étude d'incidences vont toutes dans le sens de la promotion du projet au détriment de la population avoisinante ;
- les nombreuses incohérences dans les mesures constatées dans l'étude d'incidence ;
- le cadre de référence n'est pas respecté sur plusieurs de ses aspects, notamment les distances imposées entre les éoliennes, le bruit et les effets stroboscopiques ;

R87

- les simulations de bruits et d'effets stroboscopiques et de productivité du parc ont été faites pour des modèles d'éoliennes qui ne pourraient être utilisés dans le cadre du présent projet ;
- les niveaux de bruits risquent d'être significativement plus importantes que ceux calculés par le bureau d'études ;
- le photomontage ne permet pas de percevoir l'incidence du projet sur le paysage ;
- l'évocation de la raison d'utilité publique manque d'argumentation tangible pour justifier une dérogation aux zones du plan de secteur en vigueur ;
- le projet n'est pas correctement quantifié par rapport aux objectifs Wallon ;
- les engagements relatifs aux nuisances sont évoqués sans description des procédures à suivre et du cadre légal que le citoyen devra suivre pour obtenir satisfaction à sa requête ;
- pas de réduction des gaz à effet de serre car l'intermittence du vent nécessite une régularisation thermique par des turbines à gaz dont la surconsommation annule complètement l'économie de CO₂ ;
- sauvegarde du patrimoine paysager classé en zone à « haute sensibilité paysagère » ;
- les incidences défavorables sur les villages du périmètre immédiat ou rapproché du projet dont bon nombre d'édifices repris à l'Inventaire sont souvent digne d'intérêt ;
- le fait qu'aucune requalification ou recomposition du paysage, mais les éoliennes créeront au contraire des contrastes d'échelle important et une atteinte au caractère rural de l'habitat ;
- l'implantation à proximité de 3 Tumuli classés comme monument et site ainsi que leurs abords ; le château de Fernelmont subira un important impact visuel, rappelant que le permis ASPIRAVI a été refusé en partie pour cause de co-visibilité sur le château de Fernelmont, alors le présent projet doit être refusé dans son entièreté ;
- le déploiement anarchique des parcs éoliens dans nos campagnes ;
- la satisfaction de nos obligations internationales 2020 par le seul éolien en mer du Nord ; impact sur la santé des riverains ;
- le respect de la biodiversité en évitant que les animaux ne soient dérangés et ne quittent notre région abritant 5 espèces nicheuses d'oiseaux des champs (sur huit possibles en Belgique) privilégié l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- l'implantation de 3 éoliennes dans le parc naturel des Vallées de la Burdinale et de la Mehaigne ; transformation de plus 2,4 hectares de surface agricole en empierrement ;
- les chemins communaux qui parcourent la campagne seront détournés de leur fonction agricole et seront accaparés et dénaturés au profit d'un projet industriel ;

R81

- le fait qu'aucun accord n'est survenu avec ELECTRABEL par rapport à une éventuelle emprise devant permettre l'élargissement des chemins vicinaux comme prévu dans le dossier ;
- la dénaturaion du cadre d'habitat à caractère rural des villages de Hannêche et de Burdinne ;
- la rupture d'échelle pour Gochenée, Forville, Séressia, Hannêche ainsi d'une partie de Burdinne, Pontillas et Warêt l'Evêque ;
- le balisage de jour comme de nuit des dispositifs, éclairage renforcé et de forte intensité la nuit ;
- l'impact sonore et bruit continu dus au fonctionnement des pales ;
- les engins de 150 m de haut représentent un répulsif touristique ;
- la situation de co-visibilité résultant de la présence des éoliennes opérationnelles de Perwez, Villers-le-Bouillet, tandis que le parc de Fernelmont est évidemment perceptible dans un périmètre nettement plus rapproché ; surcharge résultant de la présence d'un rideau d'éoliennes qu'occasionneraient la réalisation de ce projet d'autant plus qu'il est limitrophe au projet éolien Air Energy de la Campagne de la Sarthe (Wasseiges), prolongé lui-même par le projet TECTEO d'Hannut/Thisnes/Merdorp ;
- l'impact visuel compte tenu de l'homogénéité de l'altitude, ne s'écartant quasiment pas de la courbe de niveau de 180 mètres, entre Burdinne et le site d'implantation ;
- la création du plus grand parc éolien d'Electrabel en Belgique et que ses impacts sonores et stroboscopiques sur les riverains seraient d'un niveau inacceptable et invivable ;
- le changement important de cadre de vie et modifient sa qualité paysagère et visuel ;
- l'agression visuelle due à une vue actuellement totalement dégagée et vide de végétation ;
- l'implantation à proximité des habitations, pourtant l'Académie Française de Médecine recommande qu'aucune éolienne ne soit implantée à moins de 1.500 m d'une habitation ;
- l'OMS recommande une distance de 3.000 mètres entre une éolienne et une habitation ;
- la présence d'une crèche à 750 m et d'une école à 850 m ;
- la distance entre éoliennes dans le sens des vents dominants est largement insuffisante ;
- l'avis négatif rendu par la DGO4, considérant que le projet devait être abandonné ;

R87

- les effets économiques sont désastreux, tant sur le plan local, régional ou général, en raison des impacts financiers sur les consommateurs et les budgets publics, sans contrepartie justifiée ou vérifiable ;
- la dévaluation du patrimoine immobilier ;
- l'intérêt de privilégier une utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les analyses plus techniques font apparaître des manquements et imprécisions dans l'E.I.E. et notamment :
 - le volet Environnement biologique ;
 - l'influence sur la faune et la flore. L'E.I.E. ne reflète qu'une fraction limitée de la réalité biologique ;
 - les bâtiments n'ont pas été pris en compte dans l'E.I.E. ;
 - les imprécisions dans le reportage photographique joint à l'E.I.E. ;
- le volet des infrastructures fondations, chemin d'accès, l'E.I.E. est contestable sur :
 - l'estimation du volume des déblais et matériaux à mettre en œuvre ;
 - la durée des travaux et leur importance environnementale sur la faune et flore de la plaine d'Otreppe et du Parc Naturel ;
- l'impact visuel majeur et inacceptable pour de nombreux riverains, totalement en désaccord avec le cadre champêtre et rural des lieux ;
- la co-visibilité entre les différents parcs est significative ;
- le non respect du cadre de référence fixé par le Région Wallonne pour ce qui est de l'implantation des éoliennes ;
- les erreurs significatives dans les tableaux de mesure de distance entre-éolienne ;
- la proximité d'une installation aérienne de Fluxys ;
- l'impact sur le patrimoine naturel, le balisage nocturne, l'impact touristique ;
- l'implantation d'une partie des éoliennes dans le Parc Naturel des Vallées de la Burdinale et de la Mehaigne ;

R87

Vu l'avis DEFAVORABLE du Collège communal de BURDINNE en date du 23 janvier 2012 ;

Vu l'avis DEFAVORABLE du Collège communal de FERNELMONT en date du 24 janvier 2012 ;

Vu l'avis DEFAVORABLE du Collège communal de HERON en date du 31 janvier 2012 ;

Vu l'avis FAVORABLE du Collège communal de WASSEIGES en date du 3 février 2012 ;

Vu l'avis réputé favorable par défaut de la Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine, Énergie – Département de l'Énergie et du Bâtiment durable ;

Vu l'avis FAVORABLE de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) en date du 23 novembre 2011 ;

Vu l'avis FAVORABLE de la RTBF en date du 8 décembre 2011 ;

Vu l'avis FAVORABLE conditionnel du Service public fédéral – Mobilité et Transports – Transport aérien en date du 16 décembre 2011 ;

Vu l'avis FAVORABLE de la Commission Régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) en date du 22 décembre 2011 ;

Vu l'avis FAVORABLE du Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable (CWEDD) en date du 23 décembre 2011 ;

Vu l'avis FAVORABLE de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département des Permis et des Autorisations – Direction de Liège en date du 11 janvier 2012 ;

Vu l'avis DEFAVORABLE de la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de Fernelmont (CCATM) en date du 12 janvier 2012 ;

Vu l'avis FAVORABLE conditionnel de Fluxys en date du 13 janvier 2012 ;

Vu l'avis FAVORABLE conditionnel de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Nature et des Forêts – Direction de Namur en date du 16 janvier 2012 ;

Vu l'avis FAVORABLE de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Ruralité et des Cours d'eau – Direction du Développement rural – Service extérieur de Wavre en date du 17 janvier 2012 ;

Vu l'avis DEFAVORABLE de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles en date du 3 février 2012 ;

Vu la prorogation de 30 jours du délai de notification de la décision des fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance, notifiée en date du 10 avril 2012, dans le délai légal prescrit ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2012 des fonctionnaires technique et fonctionnaire délégué compétents en première instance REFUSANT à la S.A. ELECTRABEL, boulevard Simon Bolivar n° 34 à 1000 BRUXELLES, un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 9 éoliennes dans un établissement situé rue d'Otreppe à 5380 FERNELMONT ;

Considérant que cette décision a été notifiée au demandeur ainsi qu'aux Collèges communaux de HERON, de MANAGE, de BURDINNE, de FERNELMONT et de WASSEIGES en date du 11 mai 2012, dans le délai légal prescrit ; que l'exploitant a reçu ladite décision en date du 14 mai 2012 ; qu'elle a été affichée, aux endroits prescrits du 21 mai au 11 juin 2012 inclus sur le territoire de la commune de BURDINNE, à partir du 21 mai 2012 pendant 20 jours sur le territoire de la commune de HERON, du 21 mai au 14 juin 2012 inclus sur le territoire de la commune de FERNELMONT et du 21 mai au 11 juin 2012 inclus sur le territoire de la commune de WASSEIGES ;

Vu le recours introduit, en date du 30 mai 2012 (cachet de la poste faisant foi), par Maître VANDENPUT Tangui, Conseil de la S.A. ELECTRABEL, boulevard Simon Bolivar n° 34 à 1000 BRUXELLES, contre l'arrêté du 11 mai 2012 des fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance susvisé ;

Considérant que le recours a été introduit dans les forme et délai prescrits ; qu'il est par conséquent déclaré recevable ;

Vu la prorogation de 30 jours des délais notifiée par les fonctionnaires technique et délégué compétents sur recours, en date du 7 août 2012, dans le délai légal prescrit ;

Vu l'avis FAVORABLE sur recours de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction des Risques industriels, géologiques et miniers – Cellule Sous-sol/Géologie en date du 12 juillet 2012 ;

Vu l'avis FAVORABLE conditionnel sur recours de Fluxys en date du 20 juillet 2012 ;

Vu l'avis FAVORABLE conditionnel sur recours de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions – Cellule Bruit en date du 23 juillet 2012 ;

Vu l'avis DEFAVORABLE sur recours du Parc Naturel des Vallées de la Burdinale et de la Mehaigne en date du 6 août 2012 ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier de 1^{ère} instance et de recours ;

Vu le rapport de synthèse sur recours transmis au Gouvernement ;

Ry

Considérant que les fonctionnaires technique et délégué compétents en 1^{ère} instance ayant pris l'acte attaqué, les Collèges communaux de HERON, de MANAGE, de BURDINNE, de FERNELMONT et de WASSEIGES, et le Ministre du Gouvernement wallon qui a l'environnement dans ses attributions ont été informés de l'introduction du recours ;

Considérant que la demande porte sur la construction et l'exploitation d'un parc de 9 éoliennes et une cabine de tête comprenant :

Bâtiment

1. B001 : cabine électrique.

Installations, activités ou procédés

1. I001 : éolienne 1 (2.500 kW maximum) ;
2. I002 : éolienne 2 (2.500 kW maximum) ;
3. I003 : éolienne 3 (2.500 kW maximum) ;
4. I004 : éolienne 4 (2.500 kW maximum) ;
5. I005 : éolienne 5 (2.500 kW maximum) ;
6. I006 : éolienne 6 (2.500 kW maximum) ;
7. I007 : éolienne 7 (2.500 kW maximum) ;
8. I008 : éolienne 8 (2.500 kW maximum) ;
9. I009 : éolienne 9 (2.500 kW maximum) ;
10. I010 : transformateur pour l'éolienne 1 (3.000 kVA maximum) ;
11. I011 : transformateur pour l'éolienne 2 (3.000 kVA maximum) ;
12. I012 : transformateur pour l'éolienne 3 (3.000 kVA maximum) ;
13. I013 : transformateur pour l'éolienne 4 (3.000 kVA maximum) ;
14. I014 : transformateur pour l'éolienne 5 (3.000 kVA maximum) ;
15. I015 : transformateur pour l'éolienne 6 (3.000 kVA maximum) ;
16. I016 : transformateur pour l'éolienne 7 (3.000 kVA maximum) ;
17. I017 : transformateur pour l'éolienne 8 (3.000 kVA maximum) ;
18. I018 : transformateur pour l'éolienne 9 (3.000 kVA maximum) ;
19. I019 : cabine de tête ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 40.10.01.01.02, Classe 2

Production d'électricité : transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA.

N° 40.10.01.04.03, Classe 1

Production d'électricité : éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électriques ;

R87

Considérant que les principales nuisances environnementales que peut engendrer ce type d'exploitation sont les nuisances sonores, l'impact potentiel sur la faune et la flore, l'effet stroboscopique, les nuisances spécifiques à la phase de construction, les risques pour la sécurité aérienne et la sécurité pour les riverains, les ondes basses fréquences, la pollution électromagnétique, les risques miniers, la gestion des déchets, la pollution du sol et le charroi ;

Considérant que le projet porte sur l'implantation de 9 éoliennes dont la puissance par éolienne est de 2,5 MW au maximum, d'une hauteur maximale de 150 mètres (pale levée) ;

Considérant que durant la phase de chantier, les inconvénients à prendre en compte sont principalement le bruit, les nuisances liées au charroi et le risque d'accident ;

Considérant qu'en phase de chantier, les niveaux sonores pourraient dans certains cas dépasser la valeur limite de 50 dB(A) et ce uniquement dans le cas où plusieurs engins fonctionneraient simultanément à régime maximal ; qu'une coordination parfaite du chantier et le respect des horaires de travail permettraient néanmoins d'éviter ce dépassement ;

Considérant que l'article 18, §2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les bruits liés à la circulation des véhicules et engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction ne doivent pas être pris en compte dans l'application desdites conditions ;

Considérant qu'en phase de réalisation, le projet n'implique pas de risque particulier ; que la sécurité au chantier serait assurée par le respect de la législation en vigueur, qui oblige le demandeur à mandater un coordinateur sécurité-santé agréé ; que celui-ci élaborerait un plan sécurité-santé pour chaque étape du chantier et veillerait à sa bonne application ;

Considérant que les éoliennes sont des installations destinées à être démontées en fin de vie ou de validité des autorisations administratives nécessaires au maintien de leur exploitation ;

Considérant que le démontage d'une éolienne, à l'instar de son montage, ne demande pour l'essentiel qu'une intervention brève de spécialistes de ce type de chantier ;

Considérant que la cabine de tête se situerait au centre du parc, au pied de l'éolienne n° 3 ; que l'énergie serait acheminée jusqu'au poste de raccordement de Leuze situé à 8,7 km à vol d'oiseau à l'Ouest-Sud-Ouest de la cabine de tête, ce qui représente une estimation de 11,7 km de câblage souterrain ;

Considérant qu'en phase d'exploitation, le bruit généré par les éoliennes serait de trois natures différentes :

- un bruit mécanique créé par le mouvement ou le frottement des composants métalliques ;
- un bruit aérodynamique créé par le vent ;
- un bruit produit par les transformateurs ;

Ry

Considérant, en ce qui concerne les nuisances sonores, que l'exploitant devrait respecter les valeurs limites imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement jusqu'à une vitesse de vent de 5 m/s (= 18 km/h) ; que le respect de ces conditions serait de nature à rendre le présent projet compatible avec son environnement ;

Considérant que le projet a fait l'objet d'une étude d'incidences réalisée par AIB Vinçotte et comprend un chapitre bruit ; que le bureau d'études est agréé bruit en Région wallonne ;

Considérant que l'établissement est nouveau ; que les normes à respecter sont donc celles du tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif aux conditions générales en matière de bruit ;

Considérant en outre que le facteur de la vitesse du vent devrait également être pris en compte lorsque ce dernier dépasse 5 m/s ; que les valeurs limites durant les périodes les plus défavorables, c'est-à-dire les périodes de nuit et de transition, seraient dès lors les suivantes :

Vitesse du vent v en m/s, à l'immission et à 10 m de hauteur	Valeurs limites de nuit L_{Aeq1h} en dB(A)	Valeurs limites période de transition L_{Aeq1h} en dB(A)
$v \leq 5$	40	45
$5 < v \leq 6$	42	45
$6 < v \leq 7$	43	45
$7 < v \leq 8$	44	45
$8 < v \leq 9$	45	45
$9 < v \leq 10$	47	47

Considérant que le bureau d'études a procédé à une simulation acoustique afin de déterminer les niveaux de bruit attendus au droit des habitations les plus proches de l'établissement, et ce pour chacun des deux modèles les plus bruyants parmi ceux pouvant être choisis pour le projet ; qu'il ressort de cette étude que le choix du modèle N100 pourrait entraîner certains dépassements durant la période de nuit chez certains riverains ; que le modèle MM92 respecterait quant à lui les valeurs limites durant toutes les périodes de la journée et chez tous les riverains ;

Considérant que la S.A. Electrabel s'engage dans son recours à ne pas utiliser le modèle d'éolienne « Nordex N100 » ;

R81

Considérant que les émissions sonores des éoliennes ne se limitent pas aux fréquences audibles par l'oreille humaine, mais concernent également la bande de fréquence des basses fréquences et des infrasons ; que par basses fréquences, on entend des sons compris entre 20 Hz et 160 Hz, tandis que les infrasons sont caractérisés par des fréquences inférieures à 20 Hz ; que les infrasons et les basses fréquences peuvent créer une gêne auditive lorsque leurs niveaux sont proches ou supérieurs à leur seuil d'audibilité ; que les basses fréquences peuvent induire, lors d'expositions prolongées à des niveaux très élevés, des effets vibratoires

nocifs au niveau de certaines cavités du corps humain ; qu'on parle dans ce cas de maladies vibro-acoustiques ;

Considérant que les émissions d'infrasons par les éoliennes sont principalement générées par des phénomènes physiques lors du passage des pales devant la tour ; que, bien qu'inaudibles, les infrasons sont présents dans notre environnement le plus quotidien ; qu'ils existent dans tout l'environnement industriel ; qu'à des intensités énormes, on les retrouve aussi dans les explosions, le tonnerre, les tremblements de terre, etc. ; que l'étude expérimentale de leur audibilité et de leurs effets sur l'homme ou l'animal exige des laboratoires très sophistiqués, en raison de leur grande longueur d'onde et de l'énormité des intensités qui doivent être générées pour qu'ils soient perceptibles ; qu'aux intensités auxquelles on les retrouve dans les sites industriels les plus bruyants, les infrasons, à peine audibles, n'ont aucun impact pathologique prouvé sur l'homme, au contraire des fréquences plus élevées du spectre auditif ; que ce n'est que dans les explosions, naturelles ou générées par l'homme, qu'ils peuvent avoir une part de responsabilité dans les lésions souvent létales observées ; qu'au-delà de quelques mètres de ces engins, les infrasons du bruit des éoliennes sont très vite inaudibles ; qu'ils n'ont aucun impact sur la santé de l'homme ;

Considérant que certaines études ont été menées pour définir l'impact des basses fréquences sur la santé ; qu'il existe des symptômes vibro-acoustiques, dus à l'effet vibratoire induit par les basses fréquences dans certaines cavités creuses du corps humain ; cependant, que ces études mettent en évidence de façon non systématique ces symptômes ; de plus, que les expériences menées concernent des fréquences très basses avec une très forte intensité (plus de 100 dB(A)) durant une exposition prolongée (10 ans et plus) ;

Considérant que dans le cas des éoliennes, les émissions dans le spectre des basses fréquences (20 à 160 Hz) sont inférieures à 100 dB(A), ce qui implique des niveaux à l'immission (habitations) inférieurs à 45 dB(A) ; que tout risque sanitaire lié aux basses fréquences générés par les éoliennes à des distances supérieures à 350 mètres peut être écarté ;

Considérant que l'Académie française de Médecine, dans son rapport du 23 mars 2006, recommande : *"... par précaution, que soit suspendue la construction des éoliennes d'une puissance supérieure à 2,5 MW situées à moins de 1.500 m des habitations."* ;

Considérant le rapport du groupe d'experts de l'AFSSET (Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail) intitulé *« Impacts sanitaires du bruit généré par les éoliennes »*, paru en mars 2008 ;

Considérant que l'AFSSET a été saisie le 27 juin 2006 par les ministères français en charge de la santé et de l'environnement afin de conduire une analyse critique du rapport de l'Académie de Médecine évaluant le retentissement du fonctionnement des éoliennes sur la santé de l'homme ;

R97

Considérant que, dans ses conclusions, ce rapport indique : *« L'examen des données relatives aux niveaux de bruit mesurés au voisinage des éoliennes, des simulations de propagation de son et des enquêtes de terrain montre que la définition à titre permanent d'une distance minimale d'implantation de 1.500 m vis-à-vis des habitations, même limitée à*

des éoliennes de plus de 2,5 MW, n'est pas représentative de la réalité des risques d'exposition au bruit et ne semble pas pertinente. » ;

Considérant que l'analyse effectuée par l'Institut de Physique appliquée de l'Université de Stuttgart sur les émissions d'infrasons démontre que, pour la gamme des éoliennes de 2,5 MW et à une distance de plus de 200 mètres les émissions d'infrasons générés ne sont pas susceptibles d'induire une gêne auditive ou un risque sanitaire pour les riverains ; que dans le présent projet, la distance qui sépare les machines des habitations est largement supérieure à cette distance préconisée ;

Considérant que l'avis de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions – Cellule Bruit a été sollicité sur recours ; que cette Cellule a rendu un avis favorable conditionnel en date du 23 juillet 2012 ;

Considérant que le principal phénomène d'ombrage lié aux éoliennes est appelé « ombre stroboscopique », c'est-à-dire l'interruption périodique de la lumière (dans ce cas du soleil) engendré par la rotation des pales de l'ouvrage et mis en exergue lorsque le soleil est bas et le ciel dégagé ; que cet effet peut constituer une gêne importante pour les habitants des maisons les plus proches si l'exposition est prolongée ; que le Cadre de référence précité indique un seuil de tolérance de 30 heures par an et d'1/2 heure par jour ; que pour des valeurs d'angles de hauteurs zénithales inférieures à 7°, l'incidence de l'éclairement incident est considérée comme significative ;

Considérant que le Cadre de référence fixe un seuil de tolérance de 30 heures maximum par an et de 30 minutes maximum par jour ; que l'EIE mentionne, en particulier, dans le tableau 4.3-7 de la page 4-54 de l'EIE que la durée maximum de l'effet d'ombre est de 42 minutes pendant 10 jours au mois d'avril, cela signifie que l'éolienne n° 1 (Repower MM92) ne respecte pas le Cadre de référence pendant 12 minutes (42 min. – 30 min. = 12 min.) ; qu'il en va de même pour les autres mois de l'année ainsi que pour les autres éoliennes ; que le demandeur devrait, par conséquent, brider les éoliennes afin de respecter le Cadre précité (ainsi d'ailleurs que les autres éoliennes) ;

Considérant que le Cadre susvisé ne fait pas force de loi, ce n'est qu'une aide, un cadre qui permet au demandeur de réaliser son EIE ; que ce Cadre n'a jamais été publié au Moniteur belge ;

Considérant, en ce qui concerne la sécurité aérienne, que l'avis du Service public fédéral – Mobilité et Transports – Transport aérien a été sollicité en première instance ; que ce Service a rendu un avis favorable conditionnel en date du 16 décembre 2011 en accord avec Belgocontrol et la Défense ; que le projet se situe dans une région de catégorie C ; que le sommet de chaque éolienne (bout de pale en position verticale haute) n'ayant pas une hauteur supérieure à 150 mètres AGL (c'est-à-dire 150 mètres au dessus du niveau du sol), aucun balisage ne serait requis pour ces éoliennes ; que les riverains ne seraient donc pas gênés par un quelconque flash lumineux ;

Considérant que la sécurité des riverains serait assurée au vu des distances séparant les éoliennes des habitations ; que les éoliennes projetées doivent répondre aux normes internationales de la Commission électrotechnique internationale (CEI) relatives à la sécurité des éoliennes, et notamment aux normes suivantes :

- IEC 61400-1 : Sécurité et conception des éoliennes ;
- IEC 61400-22 : Homologation des éoliennes ;
- IEC 61400-23 : Essais de résistance des pales ;

Considérant que la sécurité de l'éolienne est garantie par un système de surveillance ; que les éoliennes de nouvelle génération sont par ailleurs équipées de dispositifs de contrôle, de sécurité et d'arrêt d'urgence ; que le bris de pale constitue, statistiquement, le risque le plus important pour les composants de l'ouvrage ; que la nouvelle génération d'éoliennes est équipée de matériaux composites plus légers et résistants que les anciennes ; que dans la situation où une pale vient à se briser, il a été calculé que la projection ne peut s'effectuer sur plus de 500 mètres (350 mètres pour une pale entière) ; que la chute de la tour est un autre risque qui s'est déjà produit par le passé ; que ceci s'explique par le phénomène de résonance entre la tour et les pales ; que les vibrations non amorties pourraient alors engendrer la destruction de la machine ; que ce phénomène est pris actuellement en compte lors de l'exploitation des éoliennes ;

Considérant que les éoliennes ne contiennent pas de substance dangereuse, mis à part de l'huile de lubrification en faibles quantités ; que les dangers importants proviennent uniquement de la chute accidentelle de pièces des éoliennes qui pourraient endommager des zones proches et donc des zones où pourraient se situer des substances dangereuses ou des personnes ;

Considérant que le danger à envisager est donc uniquement celui de la chute de parties d'éoliennes ; qu'il peut s'agir de la chute du mât bien que ce scénario soit peu probable, la chute du rotor ou bien encore le détachement d'une pale d'un mât ;

Considérant, en ce qui concerne la pollution électromagnétique, que celle-ci proviendrait du passage du courant dans les câbles d'alimentation ; qu'il convient de remarquer que les valeurs des champs magnétiques sont fortement influencées, d'une part par la disposition des câbles les uns par rapport aux autres, et d'autre part par la position des phases les unes par rapport aux autres ; que les éoliennes produiraient une moyenne tension ; que ces câbles seraient souterrains ; qu'en phase d'exploitation et d'une manière générale, le champ magnétique induit par le courant moyenne tension ne serait pas susceptible de générer des incidences notables sur l'environnement ou un risque quelconque pour la santé des riverains ;

Considérant que les riverains craignent que le projet porte atteinte à la bonne réception ou transmission des télécommunication dans le cas où les éoliennes se situeraient dans un tel faisceau ; que l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) a été sollicité en première instance ; que cet Institut a rendu un avis favorable en date du 23 novembre 2011 ; que l'avis de la RTBF a été également sollicité en première instance ; que la RTBF a rendu un avis favorable en date du 8 décembre 2011 ;

Considérant, en ce qui concerne les risques miniers, que le bien considéré ne se trouve pas dans un périmètre à risques résultant :

- de la présence de puits ou issues de mines, d'ouvrages miniers ou de travaux souterrains susceptibles d'avoir une influence sur la surface ;

Rxj

- de couches ou de gîtes de houille, de minerai de fer ou de minerais métalliques, concédées, susceptibles d'avoir une influence sur la surface ;
- de la présence, avérée ou soupçonnée, de carrières souterraines existantes ou abandonnées ;
- de gîtes, exploités ou potentiellement exploités, de minerais de fer sous l'ancien régime des minières ;

Considérant que l'avis de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction des Risques industriels, géologiques et miniers – Cellule Sous-sol/Géologie a été sollicité sur recours ; que cette Cellule a rendu un avis favorable en date du 12 juillet 2012 ;

Considérant, en ce qui concerne la gestion des déchets, que ces derniers proviendraient essentiellement de la phase de construction et de démantèlement des installations ; que les déchets issus de la phase de construction et de démantèlement devraient être évacués selon la législation en vigueur ; qu'un cautionnement de 80.000 € par éolienne devrait être imposé en vue de pallier les obligations de démantèlement et de remise en état des lieux lors de l'arrêt de l'activité de l'éolienne ou de cessation de l'activité, de disparition ou de faillite du demandeur ;

Considérant qu'en cas d'arrêt définitif de fonctionnement du parc éolien, le demandeur prévoirait une remise en état du site pour permettre l'usage agricole du terrain ; que ces mesures garantiraient le caractère réversible de la destination de la zone ;

Considérant, en ce qui concerne le risque de pollution du sol, que les éoliennes contiennent des lubrifiants et huiles minérales dans la nacelle (systèmes hydrauliques de freinage, huiles de la boîte de vitesse) ; que les installations disposeraient de dispositifs de rétention et de systèmes de surveillance des surpressions au niveau des éléments contenant de l'huile permettant de réduire les risques de contamination du milieu environnant ; que compte tenu des faibles risques de pollution du sol lors de l'exploitation des éoliennes, aucun impact ne serait à craindre ;

Considérant, en ce qui concerne le charroi, qu'il proviendrait essentiellement des phases de construction et de démantèlement des éoliennes ; qu'entre ces 2 périodes, seuls les entretiens et réparations seraient réalisés avec nettement moins de charroi qu'au début et à la fin de l'exploitation ;

Considérant que la zone en projet se situe à environ 5 km au Nord de l'autoroute E42 ; que de la E42, les convois emprunteraient la sortie n° 9 « Andenne-Bierwart » pour prendre la N921 vers Bierwart ; que la N921 se prolonge par la N643 pour entrer dans Bierwart ; qu'à Bierwart, le convoi traverserait le carrefour de Bierwart pour continuer sur la N643 vers Forville ; que c'est à partir de ce tronçon de la N643 que seraient acheminées les 9 éoliennes du projet ; qu'afin d'accéder au lieu d'implantation précis de chaque éolienne avec les convois exceptionnels, il serait nécessaire d'élargir certains chemins existants et de créer certains nouveaux chemins ; que la création de ces pistes temporaires ne relève pas de la modification de voirie au sens de l'article 96 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ne nécessite donc pas l'avis du Conseil communal concerné ; que cependant une coordination avec les agriculteurs empruntant ces chemins serait nécessaire afin d'éviter tout engorgement ;

R81

Considérant que le chantier, bien que générateur d'un charroi conséquent, ne devrait pas provoquer des embarras de circulation d'autant plus que ce charroi se répartirait sur des plages horaires étendues ;

Considérant que la mobilisation de certaines voiries agricoles par le chantier pourrait s'avérer gênante pour les travaux des champs et limiter temporairement l'accès à certaines terres ; qu'une concertation avec les agriculteurs pourrait éviter ces désagréments surtout durant la saison culturale ;

Considérant que les riverains soulignent que « *les chemins communaux qui parcourent la campagne seront détournés de leur fonction agricole et seront accaparés et dénaturés au profit d'un projet industriel* » ; qu'afin d'éviter ce problème, il conviendrait d'imposer que l'exploitant réalise, avant le début des travaux, un état des lieux des voiries à utiliser et qu'il remette dans l'état d'origine les voiries endommagées ;

Considérant que les 9 éoliennes en projet se situeraient en zone agricole au plan de secteur ;

Considérant que l'ensemble des travaux seraient entrepris sur des parcelles de culture intensive sans intérêt biologique particulier ; qu'aucun élément du maillage écologique local ne serait affecté par la mise en œuvre du chantier ;

Considérant que ce projet est éloigné des sites Natura 2000 de la région (mis à part une petite ramification du site BE33008 « vallée de la Burdinale » située à 1.650 m) et ne serait pas susceptible d'impact significatif sur les habitats naturels de ces sites ;

Considérant que ce projet est situé à bonne distance des Sites de Grand Intérêt Biologique (SGIB) ou de tout périmètre protégé en matière de conservation de la nature (aucun site à moins de 2.500 m du parc) ; que, dès lors, aucun impact significatif du projet sur les habitats de ces sites ne serait à craindre ;

Considérant que le parc éolien en projet n'est pas situé sur un axe migratoire majeur de l'avifaune en Wallonie ni entre deux massifs forestiers importants ou tout autre complexe d'habitats intéressants et susceptibles de provoquer des mouvements importants d'oiseaux au sein du parc éolien ;

R81

Considérant que selon les données de l'EIE et en possession de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Nature et des Forêts – Direction de Namur, la zone concernée par le projet est fréquentée par des espèces considérées comme farouches à la présence d'éoliennes sur leur territoire et constitue par ailleurs un territoire favorable à l'accueil des oiseaux de grande culture ;

Considérant plus précisément que dans un rayon de 500 m du parc, les données ornithologiques disponibles font référence à la présence d'oiseaux des grandes plaines agricoles comme le Busard St-Martin, le Busard des roseaux, le Bruant proyer, le Vanneau huppé, la Caille des blés, la Perdrix grise, la Bergeronnette printanière et l'Alouette des champs ;

Considérant que le Vanneau huppé, la Perdrix grise, la Caille des blés, l'Alouette des champs et la Bergeronnette printanière nichent à proximité immédiate des 9 éoliennes ;

Considérant qu'à l'exception de l'Alouette des champs (environ 25 couples), aucune espèce à statut précaire ou emblématique qui soit sensible au risque de collision avec les éoliennes n'a été répertoriée dans un rayon de 500 m du parc éolien ;

Considérant, par ailleurs, que si les données biologiques attestent que cette partie de plaine agricole est encore favorable à l'avifaune, le dérangement occasionné par l'installation et le fonctionnement du parc éolien est compensable moyennant la mise en place de nouvelles surfaces d'accueil de l'avifaune à une certaine distance des éoliennes ;

Considérant que le demandeur propose, au sein de la zone agricole actuellement intensive, l'aménagement de 18 ha de mesures de compensation type COA1 (maintien du couvert nourricier pendant l'hiver) et COA2 (mise en place de couvert enherbé permanent) tout au long de l'exploitation du parc éolien et à distance suffisante de celui-ci ;

Considérant que l'EIE est clairement lacunaire en ce qui concerne les inventaires chiroptérologiques : absence de relevés printaniers, aucune précision sur la localisation des contacts, peu d'information sur la méthodologie utilisée, ... ;

Considérant que si aucune éolienne n'est située à moins de 200 m d'une zone biologiquement sensible (lisière, fond humide, etc.), l'éolienne n° 2 est située à proximité immédiate d'un petit bosquet de 20 ares de même que d'une zone forestière d'un ha (actuellement cultivée) et d'une tête de ruisseau susceptible d'accueillir les chiroptères ;

Considérant que malgré le caractère nettement incomplet des inventaires, 3 espèces de chiroptères (dont la Pipistrelle de Nathusius en migration) ont été rencontrées dans le cadre de l'EIE ;

Considérant que peu d'habitats ou habitats d'espèces d'intérêt biologique rares se retrouvent dans un rayon de 500 m autour des éoliennes en projet ; que quelques éléments de maillage écologique (bosquet, arbres isolés, bois de Baulette, MAE, tête de ruisseaux) existent néanmoins dans le secteur (Sud) Ouest du parc et sont susceptibles d'attirer les chiroptères régulièrement présents dans la région ou en migration (ce que confirment d'ailleurs des précisions transmises par le demandeur en cours d'instruction du dossier : chiroptère en relativement forte activité près du Bois de Baulette, de la station d'épuration et de la ferme d'Otreppe) ;

Considérant qu'il conviendrait de mettre tout en œuvre afin d'éviter tout risque de mortalité des chiroptères présents dans le secteur ;

Considérant, par ailleurs, que vu leur nature et situation, les mesures de compensation prévues pour compenser l'impact du projet sur l'avifaune n'auraient pas d'effet positif très significatif pour les chiroptères (couvert nourricier hivernal non utile pour les chauves-souris - espèces en hibernation - et faible intérêt du couvert herbacé permanent au cœur de cultures intensives) ;

Ry

Considérant finalement que moyennant certaines conditions liées au chantier et à l'exploitation du parc (mesures de compensation et atténuation), ce projet ne serait pas susceptible d'impact prévisible trop important en matière de conservation de la nature ;

Considérant que l'avis de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Nature et des Forêts – Direction de Namur a été sollicité en première instance ; que cette Direction a rendu un avis favorable conditionnel en date du 16 janvier 2012 ;

Considérant que les riverains se plaignent qu'il n'a pas été tenu compte du principe de précaution ; que le principe de précaution n'interdit pas la construction et l'exploitation d'entreprises ; que ce principe est en effet défini comme suit par l'article D.3 du Livre I^{er} du Code de l'environnement : *« principe (...) selon lequel l'absence de certitude scientifique ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût socialement et économiquement acceptable »* ; qu'il faut faire l'équilibre entre les avantages et les inconvénients ; que l'autorité compétente, par les conditions d'exploitation qu'elle impose, vise à minimiser les inconvénients pour l'environnement et pour les riverains ; que le Conseil européen du 12 décembre 2008 s'est accordé sur le *« paquet énergie climat »* visant notamment à produire 20 % de la consommation énergétique des 27 États membres à partir de sources d'énergie renouvelables et à réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à leur niveau de 1990 ; que la Belgique en ses diverses composantes contribuera pour 13 % de sa propre consommation et de ses propres émissions à la réalisation de ces objectifs, nécessitant le recours à toutes les filières du *« renouvelable »*, en ce compris l'éolien on-shore et l'éolien off-shore, ce dernier ne pouvant d'ailleurs suffire à lui seul ; que les efforts devront donc être poursuivis (cf. le Plan wallon Air-Climat), même s'il est vrai que la Wallonie enregistrait en 2007 avec satisfaction une diminution de 13,9 % de ses émissions de gaz à effet de serre ;

Considérant que les opposants soulèvent :

- « 1. qu'il n'y a pas de réduction des gaz à effet de serre car l'intermittence du vent nécessite une régularisation thermique par des turbines à gaz dont la surconsommation annule complètement l'économie de CO₂ ;*
- 2 que la satisfaction de nos obligations internationales 2020 peut se faire par le seul éolien en mer du Nord » ;*

R87

Considérant que l'économie d'émission de gaz à effet de serre qui sera assurée grâce à la réalisation du parc éolien est estimée à 36.811 tonnes d'équivalent CO₂ par an ; que la fabrication des éoliennes, leur transport, leur construction, leur démantèlement et, dans une moindre mesure, les travaux de maintenance, sont responsables d'émissions de gaz à effet de serre ; que les quantités émises sont cependant rapidement compensées par les émissions évitées de gaz à effet de serre par le parc éolien ; que les impacts du parc éolien en fonctionnement sur la qualité de l'air sont positifs ; que ces polluants atmosphériques sont en effet générés par le fonctionnement des centrales thermiques, mais pas par les éoliennes ; que lorsque les éoliennes sont à l'arrêt ou ne produisent pas la capacité maximale, des centrales thermiques doivent prendre le relais pour compenser l'électricité produite ; que ces centrales, par l'utilisation de combustibles fossiles émettent des gaz à effet de serre et du CO₂ ; qu'une

complémentarité entre différents modes de production électrique est toujours nécessaire pour assurer la sécurité de l'approvisionnement électrique ; que lorsque les éoliennes fonctionnent, elles permettent de réduire le régime de fonctionnement d'autres moyens de production, en particulier les centrales thermiques responsables d'émissions polluantes et d'utilisation de combustibles fossiles ; que tout système qui réalise une combustion (cas des centrales thermiques) produit toujours du CO₂ ; que ce gaz produit l'effet de serre tant critiqué ; qu'il convient d'apporter une alternative à ce type de centrales ; qu'à terme, les différentes sources d'énergie utilisables sur Terre ne sont pas inépuisables ; que les énergies renouvelables proviennent essentiellement des éoliennes, des barrages hydro-électriques, des marées et de la géothermie ; que ces énergies ne produisent pas de CO₂ en fonctionnement ni d'éléments radio-actifs ; que le choix de développer les énergies renouvelables en général, et la production d'énergie éolienne en particulier a fait l'objet d'une approbation par le Gouvernement wallon ; que cette politique vise à rencontrer les objectifs assignés à la Région wallonne en matière de développement d'énergies renouvelables ;

Considérant que, de plus, lorsque le vent est suffisant, c'est-à-dire supérieur à 11 km/h, l'électricité fournie par le parc alimenterait le réseau et permettrait de réduire la production des centrales thermiques de régulation (centrales au gaz et au charbon) ; qu'en cas de vents trop faibles, l'absence de production devrait être compensée par ce même type de centrales ;

Considérant, en ce qui concerne la satisfaction de nos obligations internationales 2020 par le seul éolien en mer du Nord, qu'il n'appartient pas à l'autorité compétente d'imposer à l'exploitant l'endroit où les éoliennes doivent être installées ; que l'autorité compétente se contente de vérifier le caractère compatible de l'établissement avec l'homme et son environnement ;

Considérant que les riverains relèvent la proximité d'une installation aérienne de Fluxys avec les éoliennes ; que l'avis de Fluxys a été sollicité sur recours ; que Fluxys a rendu un avis favorable conditionnel en date du 20 juillet 2012 ; qu'en particulier, pour les installations souterraines, une distance minimale égale à la hauteur de l'axe + ½ diamètre du rotor est requise et pour les installations aériens une distance minimale égale à la distance d'effet maximale de l'éolienne, c'est-à-dire la rupture d'une pale entière en cas de survitesse ; que ces distances seraient respectées ;

Considérant qu'en ce qui concerne la problématique de la co-visibilité par rapport aux projets de parc éolien voisin, le cadre de référence précise que l'existence médiatique d'un projet, sans réalité administrative (pas d'autorisation préalable, pas de demande en cours) sur un site où un autre projet est en voie d'instruction, ne doit pas être une raison suffisante de retarder ou refuser la première demande ; que l'étude de la co-visibilité a été figée en date du 12 juillet 2011 pour considérer les parcs éoliens existants, à l'étude, ou à l'instruction ; que dans un rayon de 16,35 km, il existe :

- 4 parcs éoliens existants de 26 éoliennes ;
- un parc éolien de 5 éoliennes ;
- 3 parcs éoliens de 47 éoliennes à l'instruction ;
- 4 parcs éoliens de 34 éoliennes en cours d'étude d'incidences ;

Considérant que le parc le plus proche du présent projet est un parc existant de 3 éoliennes qui se situe à Fernelmont distant de 5,49 km ;

Considérant que l'autorité compétente en 1^{ère} instance n'a toujours pas pris sa décision dans certaines demandes de permis ; que l'autorité compétente en recours n'a dès lors pas encore été saisie d'un quelconque recours ; que l'autorité compétente sur recours doit dès lors statuer sur la première demande dont elle est saisie en faisant abstraction de la seconde ; qu'elle ne pourrait prendre en compte cette seconde demande (et donc examiner la question du cumul des nuisances) que si elle avait l'assurance que ce projet pourra être autorisé, entièrement ou partiellement ; qu'il serait en effet contraire au principe de bonne administration que l'autorité compétente sur recours refuse entièrement ou partiellement la première demande pour le motif du cumul des nuisances alors que, in fine, lorsqu'elle disposera du rapport de synthèse sur recours, il lui appartiendra de préciser que le second projet doit être refusé pour une quelconque raison ; que la question de la co-visibilité sera donc examinée dans le cadre du recours introduit à propos de la seconde demande et en tenant compte de la décision prise sur la présente demande ;

Considérant qu'un autre projet pour lequel les autorités compétentes ont statué favorablement à deux reprises se situe à 3,5 km ; que ce projet a dû être retiré pour un défaut de procédure ; que ce défaut de procédure peut-être corrigé par le dépôt d'une nouvelle demande identique ; que ce projet est donc connu des autorités compétentes ; que ce projet engendre des risques de co-visibilité avec le présent projet ;

Considérant que les riverains soulignent que le rendement serait insuffisant ; que le site projeté présente un bon potentiel venteux ; qu'en effet, le nombre d'heures équivalentes à pleine puissance varie entre 2.115 et 2.486 heures par an en fonction de l'éolienne choisie ; que ces valeurs représentent les heures équivalentes pleines puissances ; qu'une année comporte de 8.760 heures ; que le facteur de charge varie entre 26,5 % et 31,1 % selon le modèle d'éolienne choisi ; que ce facteur représente le rapport entre le productible net et la production maximale de l'éolienne si elle fonctionnait à sa puissance nominale pendant l'ensemble des 8.760 heures ; qu'il donne un idée de l'intensité d'utilisation de l'éolienne ; que ce n'est pas parce que l'éolienne tourne lentement qu'elle ne produit pas d'électricité ; qu'il faut néanmoins souligner que le potentiel venteux ne peut être pleinement exploiter que si les éoliennes respectent des distances suffisantes entre-elles ; que, dans le sens des vents dominants, cette distance est estimée à 7 fois le diamètre du rotor ; que, sur cette base, l'éolienne NORDEX N100 ne pourrait être choisie ; qu'en effet, les distances entre éoliennes dans le sens des vents dominants seraient systématiquement inférieure à 700 mètres, sauf entre les éoliennes E3 et E8 ; que le tableau 3.7-1 de la page 3-20 de l'EIE présente des erreurs à ce sujet ;

R87

Considérant que les riverains relèvent que *« l'étude d'incidences n'a à aucun moment demandé ou tenu compte de l'avis ou de l'expertise des habitants ni de l'avis des experts travaillant ou ayant travaillé pour le Parc Naturel »* ; que le demandeur a demandé l'avis aux riverains lors de la réunion de concertation ainsi que lors de l'enquête publique ; que les riverains ont pu faire valoir leurs craintes ; que c'est à l'autorité compétente à estimer si le projet est compatible avec l'homme et son environnement en fonction de tous les avis rendus ; que le Parc Naturel des Vallées de la Burdinale et de la Mehaigne a été sollicité sur recours ; que ce Parc a rendu un avis défavorable en date du 6 août 2012 ;

Considérant que les riverains soulignent que « *le volume des déblais et des matériaux à mettre en œuvre est sous-estimé* » ; que la dimension de l'aire de montage est de 1.350 m² (30 m x 45 m) ; que cette surface est enlevée sur 40 cm d'épaisseur, soit un volume de 540 m³ de terres excavées (0,4 m x 1.350 m²) ; que les terres arables sont généralement valorisées très localement ce qui diminuerait le charroi de camions sur de longues distances ; que ces terres sont estimées à environ 20 cm ce qui donne non pas 540 m³ mais 270 m³ ; que l'éolienne viendrait s'implanter sur une fondation de 18 mètres de diamètre et 3 mètres de profondeur (c'est-à-dire que la fondation a la forme d'un cylindre), ce qui donne un volume de terres excavées de 763 m³ (Volume = $\pi \times (18 \text{ m} / 2)^2 \times 3 \text{ m} = 763 \text{ m}^3$) ; que 250 m³ seraient réenfouis afin de combler le contour du cylindre ; qu'il resterait donc 513 m³ (763 m³ - 250 m³) à évacuer ; qu'en travaillant de cette manière, le charroi pourrait ainsi être réduit ; qu'afin de réduire les nuisances liées au charroi, il conviendrait cependant d'imposer à l'exploitant que l'évacuation des terres excavées se fassent en circulant sur des voiries où il y a peu d'habitations ;

Considérant que les riverains relèvent que la durée du chantier devrait durer plus longtemps que ce qu'estime l'EIE ; que la durée totale prévisible du chantier pour le projet est d'environ 8 mois pour l'ensemble du parc ; que la durée des différentes fondations peut se chevaucher ; que la durée nécessaire pour réaliser les 9 fondations des 9 éoliennes peut ainsi être réduite ;

Considérant que les riverains soulignent qu'*« aucun accord n'est survenu avec ELECTRABEL par rapport à une éventuelle emprise devant permettre l'élargissement des chemins vicinaux comme prévu dans le dossier »* ; que le demandeur ne sollicite pas de modification de voiries ; qu'en effet, la création de ces pistes temporaires ne relève pas de la modification de voirie au sens de l'article 96 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ne nécessite donc pas l'avis du Conseil communal concerné ; que les chemins seraient aménagés durant toute la durée de l'exploitation du parc ; que certains chemins sont créés sur le domaine privé qui sont des terrains agricoles ; que d'autres sont des chemins agricoles existants qui nécessitent un élargissement ; que certains chemins seraient élargis de manière temporaire c'est-à-dire durant une période de temps limitée à l'acheminement des convois exceptionnels ;

Considérant que les riverains soulignent que :

- « - c'est le même bureau d'étude paysagère qui réalise les études du demandeur ;
- c'est le même organisme qui réalise toutes les études d'incidences du demandeur » ;

Considérant qu'en vertu de l'article D.69, 3^{ème} alinéa, du Code de l'environnement : *« l'auteur du projet choisit [une ou plusieurs personnes agréées] en vertu de l'article 70 pour réaliser l'étude et notifie immédiatement son choix, par pli recommandé à la poste, au Gouvernement ainsi qu'aux personnes désignées par ce dernier. [En cas d'association momentanée de personnes agréées, celle-ci précisera la personne qui est en charge de la coordination de l'étude.] A défaut de récusation en application de l'article 70, alinéa 2, envoyée à l'auteur de projet par pli recommandé dans les quinze jours de la notification précitée, le choix de l'auteur est réputé approuvé. [Décret 10.11.2006] »* ; que l'auteur de l'étude d'incidences n'ayant pas été récusé, le choix par le demandeur de l'auteur de l'EIE est définitivement approuvé ;

R87

Considérant que le problème de la dévaluation des biens et des terrains avoisinants ainsi que les nuisances occasionnées au tourisme ne ressortissent pas à la police des établissements classés ;

Considérant que l'autorité qui statue sur une demande de permis d'exploiter ne peut fonder sa décision que sur des motifs en rapport avec la nature dangereuse, insalubre ou incommode de l'établissement ;

Considérant qu'il appartient au fonctionnaire chargé de la surveillance de vérifier le respect des conditions contenues dans l'autorisation et d'initier les dispositions prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'arrêté portant conditions générales en cas d'infraction dûment constatée ;

Considérant que certaines éoliennes nécessiteraient un bridage pour des raisons stroboscopiques ; que l'étude d'incidences est lacunaire en ce qui concerne les relevés chiroptérologiques, qu'il y aurait lieu de brider les éoliennes pour ce motif également ;

Considérant que d'un point de vue urbanistique et aménagement du territoire, la DGO4 sur recours relève les éléments suivants :

« [...] »

1. Observations générales concernant le projet :

- *Avec un total 9 machines, le parc peut être considéré comme conforme au regard du cadre de référence qui vise entre autres à maximaliser le potentiel éolien d'un site ;*
- *La configuration des lieux et les contraintes actuelles relevées dans cette partie du territoire rend difficile une extension ultérieure du parc ;*
- *Le cadre de référence actuel est un outil d'aide à la conception et à la décision. Il n'a pas de valeur contraignante ;*
- *Les récents accords du gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 4.500 gigawatts/heure d'ici 2020 entraîne de facto la maximalisation du potentiel éolien de chaque site de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » ;*
- *Conformément aux récents accords du gouvernement wallon, le cadre de référence actuel devrait se muer en décret dans le courant 2012. Le nouveau dispositif devrait reposer sur l'élaboration d'une cartographie des sites offrant le meilleur potentiel de production. Dans l'attente de ce nouveau dispositif, il n'y a pas lieu d'établir un moratoire sur le développement éolien, et les critères de décision et d'instruction qui étaient utilisés jusqu'à ce jour, restent d'application ;*
- *Au stade actuel de l'évolution de la modification du cadre de référence, nul ne peut présumer du fait qu'il serait plus contraignant ou adapté à des aérogénérateurs différents de ceux actuellement connus.*

Rxj

2. Observations paysagères :

Généralités :

- *Les récents accords du Gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 4.500 gigawatts/heure d'ici 2020 entraîne de facto la maximalisation du potentiel éolien des sites de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » et entraînera également une pression paysagère et une modification du cadre de vie indéniable ; des effets d'encerclement de certains hameaux ou villages et des effets de co-visibilité seront inéluctables sans pour cela les considérer comme inacceptables ;*
- *La répartition du productible adéquat à l'éolien « on-shore » sur certaines parties du territoire wallon entraînera une pression paysagère et une modification du cadre de vie indéniable sur ces parties du territoire wallon qui présentent un bon potentiel venteux ;*
- *L'intrusion visuelle des éoliennes dans un paysage demeure un des impacts « environnementaux » principaux qui reste difficilement quantifiable et dont l'impact sera ressenti différemment selon les sensibilités et subjectivités de chacun face à un paysage ou aux éoliennes elles mêmes. Elles constitueront une rupture d'échelle et un écrasement pour les uns et un point de repère et un élancement pour les autres, ou encore, une perturbation d'un paysage existant pour les « anciens » et un élément constitutif des paysages du futur plus coutumier pour les générations les plus jeunes et à venir ;*
- *Par leur gigantisme et leur rotation, il semble vain de parler d'intégration car elles constitueront d'office un point d'appel dans un paysage. Par leur nombre et leur disposition elles peuvent à tout le moins « structurer » un paysage ;*
- *Les éoliennes, par leur langage architectural élancé, le faible encombrement au sol qu'elles représentent et les distances qui les séparent, ne « ferment » pas les vues longues même si elles en modifient très sensiblement les notions de profondeur ;*
- *Les éoliennes ne constituent pas un acte irréversible au niveau du paysage, après démantèlement des machines un paysage ne portera quasiment plus de traces voire pas de traces du tout de la présence d'un ancien parc éolien.*

Paysage existant :

- *Le projet s'implante dans une vaste plaine agricole du bas plateau Hesbignon, comportant en outre des vallées creusées par de petits ruisseaux, la Rée et le Séron, des villages bordés de prairies et présentant des reliquats d'éléments bocagers ;*
- *Sur ce vaste plateau s'inscrivent de manière bien marquée les vallées de la Meuhaigne et de la Burdinale qui se marquent par le relief, la végétation et une urbanisation quasi continue ;*
- *Les éoliennes s'implantent dans un paysage très ouvert caractéristique de l'environnement Hesbignon ;*

R81

- *Le paysage est constitué d'un plateau doucement ondulé, ouvert, à dominante horizontale, parsemé de nombreux villages proches les uns des autres et reliés entre eux par des habitats en cordons le long des voiries ;*
- *Les vues des villages vers la plaine sont généralement « filtrées » par la présence d'arbres et le bâti mais de nombreuses vues longues subsistent ;*
- *Le paysage ne comporte pas ou comporte très peu d'éléments perturbateurs ;*
- *L'auteur de l'étude reconnaît la sensibilité paysagère du site.*

Balisage des éoliennes :

- *Le balisage des éoliennes requis par la Défense Nationale constitue un impact légèrement plus important au niveau paysager ;*
- *Le parc est situé dans une zone définie par la Défense Nationale comme nécessitant un balisage de catégorie C.*

Configuration spatiale du projet :

- *Le projet est composé de 9 éoliennes d'une hauteur maximale de 150 mètres en bout de pale disposées de manière organique ;*
- *La disposition organique est adéquate pour l'implantation d'un nombre d'éoliennes important, elle est aussi plus « opportuniste » en matière de disponibilité foncière ;*
- *La disposition des éoliennes du présent projet forme un groupe cohérent par des inter-distances entre éoliennes assez équivalentes ;*
- *Les éoliennes sont implantées à proximité d'une ligne de crête. L'implantation d'éoliennes sur une « butte » ou un sommet, constitue un élément de « composition » du paysage où le parc devient un point de repère ce que confirme l'auteur de l'EIE mais qui ne se vérifie pas sur le terrain où le rapport distance/dénivelé reste faible ;*
- *Les éoliennes n° 1 et 4 créeront un effet d'encerclement pour plus d'une dizaine d'habitations sises au nord du village d'Otreppe.*

Périmètres d'intérêt paysager :

- *Le projet de parc ne s'implante pas au sein ou en limite d'un périmètre d'intérêt paysager du plan de secteur, ni de périmètre d'intérêt paysager de type ADESA ;*
- *La cartographie des périmètres d'intérêts paysagers ADESA est disponible pour la commune de Burdinne, mais ne l'est pas encore pour la commune de Fernelmont, ce qu'atteste l'auteur de l'étude. Ce fait « tronque » quelque peu l'analyse paysagère du projet ;*

R81

- *Les éoliennes se situent à proximité immédiate d'un périmètre d'intérêt paysager sis sur la commune de Burdinne et plus particulièrement l'éoliennes n° 9 en toile de fond d'un vallon créé par un petit ru selon l'analyse paysagère réalisée par ADESA ;*
- *Les périmètres d'intérêt paysager du plan de secteur ont parfois une « connotation » plus écologique que paysagères pour certains, bien qu'en général les deux éléments sont régulièrement associés ;*
- *Il est à observer que la commune de Burdinne est reprise en très grande partie en périmètre d'intérêt paysager, ce qui « coïncide » aussi avec la présence du Parc de la Burdinale ;*
- *L'entièreté du parc est comprise dans une bande de 100 mètres à 2 kilomètres parallèle au premier PIP défini par ADESA soit dans la zone considérée comme vue proche et rapprochée ;*
- *Plus de la moitié du PIP représenté à la figure 3.3-2 est compris dans une bande sise entre 2 et seulement 4 kilomètres ;*
- *Dans la zone comprise entre 0 et 450 mètres, les éoliennes sont situées dans la zone d'intrusion visuelle. Dans cette zone, les éoliennes occupent plus d'espace que le champ de vision humain statique et l'observateur doit lever la tête pour voir une éolienne en entier. Dans cette zone, le gabarit des éoliennes est supérieur à la plupart des échelles de référence visuelle connues (arbre, maison, église, pylône GSM, pylône de ligne électrique haute tension, ...). L'observateur peut éprouver un sentiment de disproportion, d'écrasement par rapport aux éoliennes, d'inconfort visuel. L'impact visuel y est très important ;*
- *Dans la zone comprise entre 450 mètres et 2 kilomètres, zone d'influence visuelle, les éoliennes occupent la majeure partie du champ visuel humain. Les éoliennes les plus proches situées dans l'avant-plan de l'observateur sont dominantes dans le paysage. L'impact visuel y est important. Dans cette zone, les éoliennes sont des éléments dominants du paysage, pouvant provoquer un inconfort visuel. Elles constituent un changement important du cadre de vie et peuvent diminuer sa qualité paysagère et visuelle ;*
- *Au-delà de 2 km, les éoliennes sont présentes dans le paysage, elles pourront être visibles mais leur impact visuel sera moindre que dans la zone d'influence visuelle. Dans cette zone, les éoliennes ont un impact visuel qui diminue avec la distance. Il passe d'important à 2 km à faible à environ 4 km ;*
- *Sur 37 points de vue et lignes de vue remarquable répertoriés seul un est orienté vers le parc avec une distance inférieure au kilomètre, à ces distances les éoliennes occupent la majeure partie du champ visuel humain et l'impact visuel qu'elles occasionnent est important ;*
- *Des périmètres d'intérêt paysager relevé par l'ADESA se situent au nord du projet à une distance d'environ 5 kilomètres du projet comportant des points de vues ou lignes de vues*

Ry

remarquables orientés en tout ou en partie vers le projet à des distances ou les incidences restent acceptables ;

- Le gabarit des éoliennes est tel que les perspectives paysagères seront affectées même si les mâts sont implantés hors du PIP. Il est indéniable que les éoliennes seront visibles sporadiquement de certains endroits de ces périmètres d'intérêt paysager sans que ces vues soient de nature à remettre en cause les PIP.

Environnement bâti :

- Les éoliennes sises à une distance acceptable par rapport à la zone d'habitat et aux ZACC ne devraient pas créer de rupture d'échelle flagrante étant implantées en dehors de la zone dite « d'intrusion visuelle » (souvent définie par une distance égale à trois fois la hauteur totale de l'éolienne) soit comprise entre 435 et 450 mètres dans le cas présent ;
- Le delta entre la zone d'intrusion visuelle et leur point d'implantation restant faible, l'angle de vision supérieur à 14° (12° étant atteint à 700 mètres et 11° à 750 mètres valeurs pouvant être considérée comme acceptables), l'impact visuel sera très important pour les habitations sises en deçà de 600 mètres ;
- Entre 450 et 2000 mètres le projet de parc constituera un changement important du cadre de vie et modifiera la qualité paysagère et visuelle ce que confirme l'auteur de l'étude ;
- Le site comporte moins de 10 maisons isolées dont les plus proches se situent à des distances d'un peu plus de 500 mètres ce qui demeurent néanmoins toujours en dehors de la zone d'intrusion visuelle soit comprise entre 435 et 450 mètres. Les « éoliennes » seront donc considérées comme ayant un « impact visuel fort » tout en restant acceptable car en dehors de la zone d'intrusion visuelle ;
- L'auteur de l'étude des incidences sur l'environnement atteste que la majorité des villages et hameaux environnants aura des vues « filtrées » dans la zone visuelle d'influence par la conjonction d'obstacles visuels constitués par le relief, le bâti et la végétation quasi omniprésente des fonds de jardins arborés.

Patrimoine :

Rg

- Les sites environnants sur les territoires des deux communes concernées par le projet présentent un patrimoine religieux et civil conséquent. Ces éléments patrimoniaux sont cependant implantés en général à plus de 2 kilomètres du projet de parc ;
- Les éoliennes n° 7, 8, 9 sont implantées dans les limites intérieures du parc de la Burdinale ;
- L'implantation d'éoliennes dans les limites d'un parc naturel n'est par ailleurs pas incompatible ;
- La maison classée rue de la Gare à Burdinne, sise à environ 2,1 kilomètres du parc sera impactée sensiblement par la présence du parc, ce qu'atteste l'auteur de l'étude ;

- *Le château de Fernelmont, élément du patrimoine majeur de Wallonie sera très sensiblement impacté par la présence du parc éolien en « toile de fond » ;*
- *L'auteur de l'étude des incidences, bien averti et conscient de la sensibilité des aspects paysagers aux abords du Château de Fernelmont, livre cependant à ce propos une étude paysagère relativement faible ;*
- *L'impact des éoliennes se fera aussi ressentir sur les tumuli de Séron reconnus patrimoine exceptionnel de Wallonie ;*
- *Les fermes de la Grosse Tour et du Chartil ainsi que l'Eglise de la nativité seront impactées par la présence du parc pour les vues depuis la sortie de Burdinne.*

Co-visibilité :

- *La majorité des parcs éoliens existants, en projet, ou dont le permis à été octroyé se situe à des distances généralement supérieures à 8 kilomètres ce qui réduit très sensiblement, les incidences de co-visibilité ;*
- *Les projets de SPE Fernelmont (et son extension) et le parc ASPIRAVI Fernelmont/Héron, sis au sud du projet envisagé sont distants de 5,5 kilomètres pour le premier et environ 3.5 kilomètres pour le second. Les effets de co-visibilité seront inéluctables, d'autant qu'en prime ils « encerclent » les villages ou hameaux de Bierwar, Pontillas, Gochenée, Fernelmont, Sart d'Avril ;*
- *Les effets de co-visibilités entre 3 parcs distants d'environ 5 à 6 kilomètres s'ils sont disposés en triangle sont souvent importants tant pour les vues extrinsèques que pour les vues intrinsèques ou la disposition triangulaire génère régulièrement des effets d'encerclements pour les hameaux et villages sis en plaine et en milieu ouvert ;*
- *La multiplication des parcs éoliens existants, autorisés ou en projet sur cette partie du territoire créera à terme des incidences négatives dues aux effets de co-visibilité d'autant que ce dernier ne se rapproche pas d'une infrastructure autoroutière et se détache des projets accompagnant paysagèrement cette même infrastructure ;*
- *La région est propice aux vues longues et dégagées à l'exception de quelques obstacles visuels et laisse libre cours aux incidences négatives de la co-visibilité.*

3. Observation plan de secteur :

- *Les éoliennes sont implantées en zone agricole ;*
- *Les éoliennes sont implantées en zone agricole par dérogation. Par leur faible emprise au sol en ce compris les chemins d'accès, elles ne remettent pas en cause l'affectation de la zone ;*
- *La zone d'habitat à caractère rural la plus proche se situe environ 500 mètres du projet ;*
- *L'article 35 du CWATUPE stipule que « la zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage ... » ;*

R89

- *La SA ELECTRABEL sollicite une dérogation à cet article 35 en s'appuyant sur l'article 127§3 du CWATUPE qui précise que pour les travaux d'utilité publique, le permis peut-être accordé en s'écartant du plan de secteur, à condition que ceux-ci « soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage » ;*
- *La plaine dans laquelle s'implante le projet comporte environ une dizaine d'habitations isolées ;*
- *Le projet ne peut être considéré comme « recomposant » les lignes de force du paysage selon les dispositions de l'article 127 §3 du CWATUPE.*

4. Observations faune-flore :

- *Le site d'implantation du projet ne présente pas de problèmes majeurs d'un point de vue faune et flore ;*
- *D'un point de vue chiroptérologique, l'étude des incidences est lacunaire ;*
- *Les accès chantiers nécessiteront la mise à gabarit définitive de 3.880 mètres de chemins et la création de 465 mètres pour deux nouveaux chemins. L'aspect de mise à gabarit définitive des chemins ne se justifie pas après chantier ;*
- *L'auteur de l'EIE minimise les incidences en parlant des chemins « Le site d'implantation des 9 éoliennes du projet éolien présente l'avantage de nécessiter des aménagements limités en terme de chemins » ;*
- *L'étude des incidences ne prend pas suffisamment en compte les incidences sur les ruisseaux de Seron et de la Rée qui traversent le site ;*
- *Les accès au chantier et le placement de câbles entre les éoliennes ne peuvent mettre en péril la végétation herbacée ou ligneuse des bords de chemin par élargissement de ceux-ci. Les accès aux chantiers seraient à réaliser préférentiellement en culture sur des pistes de chantiers provisoires et démontables ;*
- *Les fossés de drainage existants sont à préserver et protéger ;*
- *Les aires de montage des éoliennes doivent comporter des bassins de rétention des eaux avant le rejet de celles-ci dans le réseau hydrique local pendant la durée du chantier ;*
- *Les stockages des terres d'excavation doivent être organisés de manière à s'implanter le plus loin des ruisseaux afin d'éviter un lessivage des terres en dépôt vers et dans les rivières ;*
- *La majeure partie des terres d'excavations devraient être placées et réparties au pied de chaque éolienne, sur une épaisseur variant entre 30 et 60 centimètres sur la zone nécessaire disponible de l'espace qualifié « d'aire temporaire de montage » (+ 10.000 m²), zone dans laquelle les sols seront très probablement remaniés. Il y a lieu de décaper l'ensemble de l'aire selon les règles préconisées par l'auteur de l'EIE ou la DGO3 – DRCE – Direction du Développement Rural.*

Ry

5. Observation rendement du parc :

- *Les récents accords du gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 4.500 gigawatts/heure d'ici 2020 entraîne de facto la maximalisation du potentiel éolien des sites de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » ;*
- *Le parc s'implante dans une des zones wallonnes où le productible semble être dans une moyenne élevée dont il serait opportun de d'exploiter le gisement éolien, si cette zone n'était pas considérée comme représentative de la diversité des paysages ruraux wallons et donc, actuellement, à préserver en l'état ;*
- *Les autres projets ayant reçus un permis sont implantés en périphérie de la zone d'exclusion et leur impact est déjà perceptible sur une profondeur d'environ 2 kilomètres à l'intérieur de la zone d'exclusion.*

6. Observations confort visuel et acoustique:

- *Les normes de bruit sont respectées en tout point pour toutes les vitesses de vent et tous les modèles considérés à l'exception d'un hangar agricole de la ferme d'Otreppe ;*
- *Toutefois il est à noter que l'auteur de l'EIE précise qu'une étude acoustique complémentaire soit réalisée ;*
- *La modification de perception visuelle du paysage sera ressentie différemment selon les sensibilités et la perception subjective de chacun ;*
- *Les incidences indéniables pour les riverains devraient a priori rester acceptables mais concerneront quasi la totalité des habitants des villages et hameaux dont les biens se situent en bordure de la plaine ;*
- *Les éoliennes du présent projet présentent une hauteur totale d'environ 145 à 150 mètres, taille courante sur le territoire wallon. La présence sur quasiment tout le périmètre du parc de zones d'habitat ou de ZACC à des distances légèrement supérieures à 500 mètres et inférieures à 700 mètres aura pour incidence que les vues comprenant les premières éoliennes seront très sensiblement modifiées tout en restant toujours en dehors de la zone d'intrusion visuelle ;*
- *Il est à noter que cette incidence est relevable pour 7 à 8 éoliennes sur 9 ce qui n'est pas anodin et doit être relevé comme un point contraignant pour ce projet ;*
- *Le parc éolien présentera une incidence forte pour les villages et hameaux de Gochenée, Otreppe, Forville, Hannêche, Séressia, Pontillas ;*
- *Le projet relativement conséquent, avec 9 machines, s'implante sur un espace fortement limité par la zone d'habitat (ou ZACC) relativement proche à tel point que certaines distances entre les éoliennes tendent vers limites propices aux pertes de rendement dus aux effets de parcs (inférieures à 600 mètres pour les pales données dans le sens des vents dominants). Que de plus il est à noter que le tableau 3.7.1 est erroné en pour*

R87

plusieurs distances entre machines alors même que l'auteur de l'EIE considère les distances comme optimales ;

- Si les arbres placés de manière proches de l'observateur permettent de dissimuler tout ou partie d'un parc, ils ne sont d'aucun effet sur la réduction du bruit ;
- Le site comporte peu de maisons isolées dont les plus proches se situent à des distances de 500 mètres et plus qui demeurent néanmoins toujours en dehors de la zone d'intrusion visuelle moyenne soit 440 mètres et donc considérées comme ayant un impact visuel fort ;
- Le projet respecte les prescrits du cadre de référence en matière d'effets stroboscopiques. Aucune habitation ne devrait être soumise à un ombrage significatif, toutefois s'il s'avérait nécessaire pour certaines habitations, certaines machines du parc devront être équipées d'un « Shadow module ».

7. Observations cartographie "Feltz" :

- La cartographie « Feltz » de 2006, non contraignante et considérée comme un outil d'aide à la décision, comporte une série d'indicateurs cartographiques ou de contrainte classifiés en zones sensibles, de haute sensibilité ou d'exclusion et ne comporte pas de sites pressentis pour l'implantation de parcs éoliens ;
- Cette cartographie transcrit les normes, règles et principes que la Région wallonne entend voir respecter en matière d'implantation d'éoliennes dans une logique de gestion parcimonieuse de son territoire. Si elle n'a actuellement pas de valeur juridique, elle constitue cependant l'un des outils d'aide à la décision nécessaire à l'arbitrage entre la nécessité de développer les énergies renouvelables et celle de préserver la qualité du cadre de vie, des paysages et, plus largement, de l'environnement wallons ;
- En dépit de son caractère non contraignant, les indicateurs relevés au travers de la cartographie des champs de contraintes pour l'implantation des éoliennes en territoire wallon, sont les suivants :

R89

 - Les éoliennes n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 se situent dans une zone dite d'exclusion motivée par la présence d'un périmètre représentatif de la diversité des paysages ruraux wallons constituant un patrimoine d'enjeu régional au sein duquel l'implantation d'éoliennes conduirait à une dénaturation non compatible avec l'objectif de préservation de tels paysages ;
 - Les éoliennes n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 se situent également en zone de sensibilité où la possibilité d'implanter des éoliennes est très réduite d'après le zonage de l'espace aérien selon ses usages militaires ;
 - Les éoliennes n° 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 se situent dans une zone dite de sensibilité d'un point de vue environnemental concernant les distances par rapport à l'habitat ou au ZACC ;
 - Les éoliennes n° 1 et 5 se situent en zone de sensibilité par rapport au champ de vue théorique des monuments ;

- *L'aspect non contraignant de la cartographie doit être considéré comme une indication incitant à prêter attention à l'une ou l'autre incidence potentielle qui doit être vérifiée par l'auteur de l'étude des incidences à la lumière des informations et des relevés plus précis obtenus sur le terrain, dans les réunions et l'ensemble de l'instruction du dossier ;*
- *la Région wallonne a entrepris, notamment avec l'aide de la CPDT, l'identification et la qualification de ses paysages. « Les territoires paysagers de Wallonie », publication éditée en 2004, a constitué la première étape d'identification des paysages wallons. Cette recherche a mené à la détermination de 79 territoires paysagers regroupés en 13 ensembles paysagers ;*
- *Très spécifiquement sur les aspects paysagers, la cartographie reprend en zone dite « d'exclusion » les zones les plus caractéristiques des 13 ensembles paysagers définis dans le cadre des travaux de la CPDT.*

8. Divers :

- *Le parc éolien sera raccordé au réseau via la cabine de transformation de Leuze, située à environ 11,8 kilomètres ;*
- *L'auteur de l'EIE qualifie le câblage extra parc comme une partie importante du chantier de la présente demande, « 11,7 km.....7,5 mois de travaux » ce que ne reflète nullement l'étude qu'il produit. Lacune que ne comble pas la demande.*

9. Proposition de décision :

- **REFUSER** le parc en totalité pour des raisons paysagères et patrimoniales ;

Au vu des objectifs définis par le GW et l'actuel « progression » du développement éolien sur l'ensemble territoire, il n'y a à ce stade pas de motivation suffisante pour autoriser une implantation en plein cœur d'une zone définie comme d'exclusion paysagère basée sur les travaux de la CPDT. Ce projet bien que conséquent ne justifie pas de « déclasser » tout ou partie de cette zone d'exclusion d'autant que des effets aggravants de co-visibilité et d'encerclements sont à noter. Au travers de l'ensemble des réflexions sur le développement éolien, les autorités wallonnes prennent également en compte les prescrits et recommandations de la Convention de Florence, qui vise à protéger certaines paysages ou parties de paysage, sans toutefois verser dans le travers que l'ensemble des paysages wallons ne peut évoluer.

» ;

Considérant qu'il y a donc lieu de refuser le permis unique sollicité pour l'ensemble des raisons évoquées ci-avant ;

Par les motifs cités ci-avant,

ARRETE :

ARTICLE 1

Le recours exercé par Maître VANDENPUT Tanguy, Conseil de la S.A. ELECTRABEL, boulevard Simon Bolivar n° 34 à 1000 BRUXELLES, contre l'arrêté du 11 mai 2012 des fonctionnaires technique et fonctionnaire délégué compétents en première instance lui REFUSANT un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 9 éoliennes dans un établissement situé rue d'Otreppe à 5380 FERNELMONT, est DECLARE RECEVABLE.

ARTICLE 2

L'arrêté du 11 mai 2012 des fonctionnaires technique et fonctionnaire délégué compétents en première instance REFUSANT à la S.A. ELECTRABEL, boulevard Simon Bolivar n° 34 à 1000 BRUXELLES, un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 9 éoliennes dans un établissement situé rue d'Otreppe à 5380 FERNELMONT, est CONFIRME.

Le permis unique sollicité est REFUSE.

Ry

ARTICLE 3

Mention du présent arrêté est faite au registre des permis dont question à l'article 36 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en marge de l'arrêté dont appel.

ARTICLE 4

Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, peut être porté devant le Conseil d'État contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'État, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

ARTICLE 5

Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article D.29-22 du Livre I^{er} du Code de l'environnement.

ARTICLE 6

- Une expédition certifiée conforme du présent permis est envoyée par lettre recommandée :
 - au requérant ;
 - au Conseil du requérant ;
 - au fonctionnaire chargé de la surveillance ;
 - aux fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance ;
 - au Collège communal de HERON ;
 - au Collège communal de BURDINNE ;
 - au Collège communal de FERNELMONT ;
 - au Collège communal de WASSEIGES ;
- Une expédition certifiée conforme du présent permis est envoyée par pli ordinaire :
 - au fonctionnaire délégué compétent sur recours ;
 - à la Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine, Énergie – Département de l'Énergie et du Bâtiment durable ;
 - à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) ;
 - à la RTBF ;
 - au Service public fédéral – Mobilité et Transports – Transport aérien ;
 - à la Commission Régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) ;
 - au Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable (CWEDD) ;
 - à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles

R87

et de l'Environnement – Département des Permis et des Autorisations – Direction de Liège ;

- à la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de Fernelmont (CCATM) ;
- à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Nature et des Forêts – Direction de Namur ;
- à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Ruralité et des Cours d'eau – Direction du Développement rural – Service extérieur de Wavre ;
- à la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles ;
- à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction des Risques industriels, géologiques et miniers – Cellule Sous-sol/Géologie ;
- à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions – Cellule Bruit ;
- à Fluxys ;
- au Parc Naturel des Vallées de la Burdinale et de la Mehaigne.

Fait à Namur, le

- 8 OCT. 2012

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le Directeur ff.
Mr. GUY BOXHO


Philippe HENRY